

## **Actions innovatrices dans une filière ancienne : perspective environnementale de reconversion de la pétrochimie dans l'Est de Montréal**

Alexandre Montpetit, Juan-Luis Klein et Catherine Trudelle  
Université du Québec à Montréal

### **Panel:**

Gouvernance contemporaine et développement local dans les secteurs créatifs/Contemporary  
Governance and Local Development in Creative Sectors

### **Résumé**

L'objet de cette présentation est de dévoiler les fruits d'un travail de recherche participative visant à faire le point sur les enjeux de développement de l'est de Montréal, centrée sur une reconversion de long terme du secteur du raffinage et de la pétrochimie vers la chimie verte et les biocarburants. Dans ce contexte, il nous a paru important de formuler une stratégie innovatrice pour le développement d'un pôle de compétitivité en synergie entre, d'une part, les activités et les expertises existantes et, d'autre part, les activités en émergence que constituent les technologies propres. Cette synergie pourrait s'avérer un facteur de compétitivité permettant de consolider et de développer l'emploi dans cette zone de l'Île. Dans cette communication, nous ferons une présentation sommaire des enjeux (économiques, sociaux, politiques et environnementaux), un diagnostic préliminaire de la situation (les acteurs, les forces et les faiblesses des industries visées et du territoire en regard de la stratégie privilégiée) ainsi qu'un examen sommaire du potentiel d'une reconversion respectueuse de l'environnement et de son insertion sociale et économique dans le milieu socioterritorial.

## **Introduction**

Jusqu'au début des années 1980, Montréal pouvait compter sur la présence de six raffineries dans l'est de son territoire. Avec la disparition récente de la raffinerie de Shell, Montréal a connu la cinquième fermeture en 25 ans, avec des conséquences catastrophiques en termes de pertes d'emplois et de déstructuration du système productif de l'Est et des territoires limitrophes. Rappelons que 70% des entreprises du secteur de la chimie et pétrochimie du Québec se retrouve dans la région métropolitaine de Montréal. La raffinerie de Suncor alimente encore un réseau d'une cinquantaine d'entreprises employant plus de 3 600 travailleurs, dont la filière du polyester.

Dans ce contexte, il nous est apparu important de réfléchir sur une stratégie pour le développement d'un pôle de compétitivité en synergie entre, d'une part, les activités et les expertises existantes et, d'autre part, les activités en émergence que constituent les technologies propres. Nous proposons une vision de développement d'un pôle basé sur une synergie industrielle favorisant la compétitivité du milieu (tant pour les activités matures que pour les activités en émergence) permettant de consolider et de développer l'emploi dans ce secteur géographique de l'Île.

Ce texte présente un diagnostic des forces et des faiblesses en présence dans la zone formée par Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles et Montréal-Est en vue de sa relance par la potentielle mise en œuvre d'un pôle de développement dans le domaine de la chimie-verte. Les forces et faiblesses sont abordées en nous référant aux dimensions qui caractérisent le mouvement pour la relance de cette zone amorcé depuis la fermeture de Shell. Après une analyse détaillée de chacune de ces dimensions, nous dresserons un tableau synthèse qui permettra de mieux identifier les objectifs d'un processus de relance de ladite zone.

### **1. Essor et déclin de l'industrie pétrochimique à Rivière-des-Prairies, Pointe-aux-Trembles, Montréal-Est**

C'est en 1916 que l'industrie du raffinage du pétrole a fait son apparition sur le sol montréalais. Impérial Oil (Standard Oil, propriété de J.D. Rockefeller, aujourd'hui ESSO) fut la première raffinerie à être construite à Montréal-Est. En 1928, Texaco développait une deuxième raffinerie, suivi de Sun Oil Company en 1929, British-American Oil et ensuite Lasalle Petroleum en 1931 et 1932. Le 24 mars 1933, Shell Oil Company (propriété de la Royal Dutch-Shell) ouvre les portes de la raffinerie de Montréal-Est avec une capacité de production de 5 000 barils par jours. (Desjardins, 2012) À partir du milieu des années 1950, les raffineries de l'est de l'île vont développer la transformation de produits chimiques dérivés tels que des huiles pour l'industrie du savon et des résines époxydes, accroissant les activités du secteur de la pétrochimie déjà existantes. Les années 1960 et le début des années 1970 seront les plus fleurissantes de l'industrie pétrochimique de Montréal-Est et Pointe-aux-Trembles, où œuvraient six raffineries

sont en service avec une dizaine de milliers de travailleurs employés directement par ces raffineries ou par des entreprises sous-traitantes (Desjardins, 2012).

À partir de 1973, le monde occidental va entrer dans une grande crise énergétique, provoquant une forte hausse des prix. Les problèmes en approvisionnement du pétrole brut provoquent une refonte totale des politiques énergétiques du Canada. Devant la menace de plonger le pays dans une crise financière, le Canada va se tourner vers ses propres ressources, principalement celles de l'Alberta, pour assurer sa propre production nationale. L'industrie de la transformation pétrolière de Montréal réussira à tenir jusqu'en 1982 avant de voir les premières raffineries fermer leurs portes. Quatre raffineries cesseront leurs activités de façon définitive entre 1982 et 1986.

- 1982 : Fermeture de la raffinerie British Petroleum : 300 mises à pied
- 1982 : Texaco cessera l'exploitation de sa raffinerie : 380 mises à pied
- 1983 : Fermeture de la Raffinerie de l'Impérial Oil (ESSO) : 400 mises à pied
- 1986 : Rachat de Gulf par Ultramar : perte de 90 emplois

Suite à ces fermetures, le gouvernement du Québec adoptera la loi sur les produits pétroliers. Visant à assurer l'approvisionnement du Québec en produits pétroliers, cette loi interdisait la démolition d'établissements de fabrication de produits pétroliers sans l'approbation du ministre. (Gravel, 2010)

Les années 1990 et 2000 seront marquées par de multiples efforts de la part des acteurs gouvernementaux pour tenter de conserver et de relancer le secteur de la pétrochimie à Montréal. La Société Générale de financement (SGF) sera d'ailleurs partenaire du développement de la chaîne de polyester, le plus grand projet de relance que ce territoire ait connu. Sur le site de l'ancienne raffinerie Texaco, le géant espagnol CEPSA et la SGF vont s'associer en 2003 pour y développer de l'acide téréphtalique purifié (ATP), une des composantes du polyester. Ensuite, la SGF et Pétro-Canada vont s'unir en 2005 pour racheter une partie de l'ancienne raffinerie Gulf dans le but d'y développer la production du paraxylène, une autre des composantes du polyester. En 2010 la Portugaise Imatos Gil débutera finalement la dernière étape pour compléter cette chaîne, transformant le paraxylène et l'acide téréphtalique purifié (ATP) en polyester. (Desjardins, 2012)

Cette mise en contexte permet de mieux comprendre la crise provoquée par l'annonce de la fermeture de la raffinerie Shell à Montréal-Est. Le 7 JUILLET 2009, Shell annonçait la possible fermeture de sa raffinerie. 500 employés faisaient alors face à la perte de leur emploi. Un branle-bas de combat fut déclenché par les employés, le syndicat, mais aussi par la population de Montréal-Est, les élus locaux, provinciaux et fédéraux. Plusieurs actions ont été mises en place pour faire la promotion de la conservation de la raffinerie sur le territoire telles que des marches populaires, des manifestations au centre-ville de Montréal, des rencontres avec des dirigeants politiques de différents paliers, mais rien n'a réussi à faire renverser la décision de Shell. Aucun preneur n'a été trouvé pour racheter la raffinerie et conserver les emplois. Bien que plusieurs scénarios aient été étudiés pour la conservation de la raffinerie, la transformation du site en terminal de stockage fut l'option choisie par le géant hollandais décidant de ne conserver que 25

employés. Le 27 juin 2011, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune autorise le démantèlement des infrastructures de la raffinerie. Les travaux de démantèlement ont débuté en novembre 2012. Depuis la décision de démanteler la raffinerie, plusieurs acteurs se sont mobilisés pour trouver des solutions de relance à ce secteur industriel qui fut jadis, le plus important au pays.

Tel que montré dans la carte 1, l'Est de l'île de Montréal compte parmi son paysage industriel encore 29 entreprises rattachées à l'économie de la transformation du pétrole. Par contre, avec la fermeture de la raffinerie Shell, les signes de l'essoufflement de cette industrie sur le territoire montréalais se font sentir. Des travailleurs perdent leur emploi, des fournisseurs et des entreprises de service sont mis en péril et l'avenir de l'industrie est lourdement remis en cause. Disposant encore d'une économie ancrée au secteur de la transformation du pétrole, l'avenir de la pointe de l'île de Montréal semble faire face à une remise en question de sa vocation industrielle.

Carte 1 : La pétrochimie dans l'Est de Montréal en 2011



Source :

SODEC; Édition spéciale sur la pétrochimie 2011

## 2. Contexte global : la délocalisation industrielle et la nouvelle économie

L'industrialisation, qui a amorcé une logique de développement associée à la production manufacturière, a subi des transformations importantes à la fin du 19e, et surtout dans les premières décennies du 20e siècle, où, en réponse à la crise de 1929, la régulation fordiste a favorisé le développement de la société de consommation de type fordiste et keynésien (Klein, 2008; Klein, 2011). Les années soixante-dix et quatre-vingt marqueront une rupture avec l'organisation sociale de type Fordiste. La tertiarisation de l'économie comme résultat, entre autres, de l'intensification de la consommation a engendré de grands bouleversements au sein

des villes. Une société de services axée sur les connaissances et les communications commence ainsi à voir le jour.

Plusieurs raisons expliquent l'essoufflement du modèle fordiste. Une des raisons invoquées est celle de l'émergence des nouvelles technologies (Cohen, 2006). L'apparition de l'ordinateur et des technologies en informatique a révolutionné le monde du travail et la relation de la production industrielle avec la collectivité. Au départ, l'utilisation des nouvelles technologies informatiques était réservée aux administrateurs et à la gestion de l'information. Plus tard, ces technologies se sont propagées dans l'ensemble de la chaîne de production pour ainsi provoquer une diminution du travail manuel au profit de l'automatisation des procédés de production. Ce bouleversement a favorisé la transition des méthodes de travail de type industriel vers une organisation du travail centré autour des services et des technologies de l'information (Klein, 2008).

Cette révolution forcera une réorganisation des principes entourant le travail. L'optimisation des procédés de production et l'accès à l'information grâce, entre autres, à Internet vont fournir aux entreprises une plus grande capacité d'adaptation et de réaction face aux demandes changeantes d'un marché en constante évolution. Ces demandes impulsent la flexibilité des modes de production. Ce processus est jalonné par le redéploiement industriel (Boisvert et Hamel, 1985). Afin d'accroître leur rentabilité, les grandes entreprises ont déplacé leurs établissements manufacturiers vers des marchés où la main-d'œuvre était moins coûteuse. Cela s'est accompagné d'une intégration verticale de type international. Dans différents domaines, les différentes pièces composant le produit final sont fabriquées dans plusieurs pays à travers le monde. Cette réalité liée à la mondialisation des marchés explique donc le déplacement du centre de gravité de la production manufacturière vers les pays aux économies dites émergentes. Ces bouleversements ont touché aussi l'économie des villes et régions (Scott, 2001).

La relocalisation industrielle a provoqué la dévitalisation de secteurs complets dans les anciens pays industrialisés et des villes dans lesquelles se concentraient ces secteurs (Fontan, Klein et Lévesque, 2003). Des collectivités ayant une ancienne tradition liée à l'activité industrielle se retrouvent avec une tâche colossale, celle de réanimer leur vigueur économique. Dans plusieurs cas, c'est la société civile qui amorce les initiatives de reconversion (Fontan, Klein, Lévesque, 2004). Ce changement est révélateur d'un changement de gouvernance face à la gestion des territoires économiques dévitalisés et des innovations sociales nécessaires à leur aménagement (Drewe, Klein et Hulsbergen, 2008).

La crise des secteurs traditionnels demande le développement de modèles alternatifs et créatifs dans les options de reconversion. Dans le secteur des hydrocarbures, l'intégration d'éléments des nouvelles technologies et de procédés innovants permettrait de changer les caractéristiques des zones industrielles anciennement dépendantes de l'industrie pétrochimique. Pour permettre cette créativité, le processus de gouvernance favorisant la mobilisation des forces nécessaires à la revitalisation doit aussi faire preuve d'innovation. L'implication des acteurs locaux, des syndicats, des acteurs politiques de tous les paliers et des acteurs du milieu privé représente est nécessaire dans ce nouveau modèle de gouvernance (Klein, 1997). Toutes les ressources du territoire doivent être mobilisées pour permettre de renouveler la vocation industrielle de secteurs et espaces industriels faisant face à la remise en question de leur existence.

### **3. Les forces et faiblesses de l'Est de Montréal pour sa reconversion économique**

Dans une perspective de reconversion économique du territoire, l'élaboration d'un pôle d'énergie et de chimie verte est une avenue envisageable pour les acteurs du territoire. La proposition d'une alternative aux technologies liées à la pétrochimie vient s'inscrire dans la continuité de la tradition industrielle du secteur. La chimie verte représente donc une option cohérente autant sur les plans sectoriel qu'institutionnel.

Une étude sur le développement d'un pôle d'énergie verte sur ce territoire a été réalisée par une équipe de recherche multidisciplinaire composée du Centre de Recherche en Innovations Sociales (CRISES) de l'UQAM, de l'Institut de Recherche Économique Contemporaine (IREC), le Service aux Collectivités de l'UQAM et la FTQ. Cette étude a permis de dégager les différentes forces et faiblesses du territoire en vue de la relance économique de celui-ci. Nous présenterons ici certains résultats de cette étude en insistant sur plusieurs dimensions qui englobent les principaux enjeux de la reconversion de cette zone.

#### *La gouvernance*

Sur le plan de la gouvernance, la présence de plusieurs acteurs influents sur le territoire représente une force facilitant une gouvernance orientée vers la mise en place de projets innovateurs.

Tout d'abord, les instances municipales sont engagées dans la revitalisation du territoire. Les mairies de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies et de Pointe-aux-Trembles ainsi que de Montréal-Est s'impliquent dans les travaux de relance et sont prêtes à mobiliser leurs ressources pour permettre d'enclencher des projets structurants susceptibles de bonifier l'économie de leur territoire respectif.

De plus, une vaste convergence politique rassemble des acteurs de toutes les allégeances, ce qui a donné lieu à une organisation parapluie regroupant tous les acteurs politiques, soit le Comité de Développement de l'est de Montréal (CDEM). Le CDEM travaille directement à la relance du territoire. L'existence de ce comité, qui est composé d'acteurs provenant tant du milieu politique, économique, que communautaire donne accès à d'importantes ressources pouvant être mobilisées par un projet de relance industrielle.

La Société de Développement économique de Rivière-des-Prairies, Pointe-aux-Trembles et Montréal-Est (SODEC) joue aussi un rôle de leader rassembleur sur le territoire, qui s'est surtout fait sentir lors de la fermeture de la raffinerie Shell de Montréal-Est. Travaillant à stimuler le développement économique et entrepreneurial, cette Corporation de Développement économique et Communautaire (CDEC) a accès aux divers programmes de financement qui peuvent s'avérer pertinents pour l'élaboration de nouveaux projets d'entrepreneuriat. Sa connaissance du milieu, des besoins, des différentes forces et faiblesses du territoire font de la SODEC un acteur clé pour tout projet pouvant revaloriser le territoire.

L'Association Industrielle de l'Est de Montréal (AIEM) représente des acteurs industriels qui sont prêts à aider à la revitalisation et offre une fenêtre d'opportunité pour des projets de synergie industrielle. Cette association est une force sur le territoire et représente tous les grands acteurs industriels liés au secteur pétrochimique et métallurgique.

UNIFOR, une organisation syndicale engagée dans le processus de relance économique actuel, est, elle aussi, favorable aux projets industriels en lien avec les métiers de l'énergie.

La présence de tous ces organismes et leur convergence rend possible la mobilisation de plusieurs ressources financières existantes dans les divers niveaux de gouvernement afin de créer un projet qui pourrait faire l'effet de catalyseur pour la reprise économique du territoire.

Cependant, malgré les nombreuses et importantes forces en présence, des faiblesses nuisent à l'établissement d'une gouvernance efficace nécessaire à la mise en œuvre d'un vaste processus de relance. Quatre points représentent des obstacles importants à ce processus:

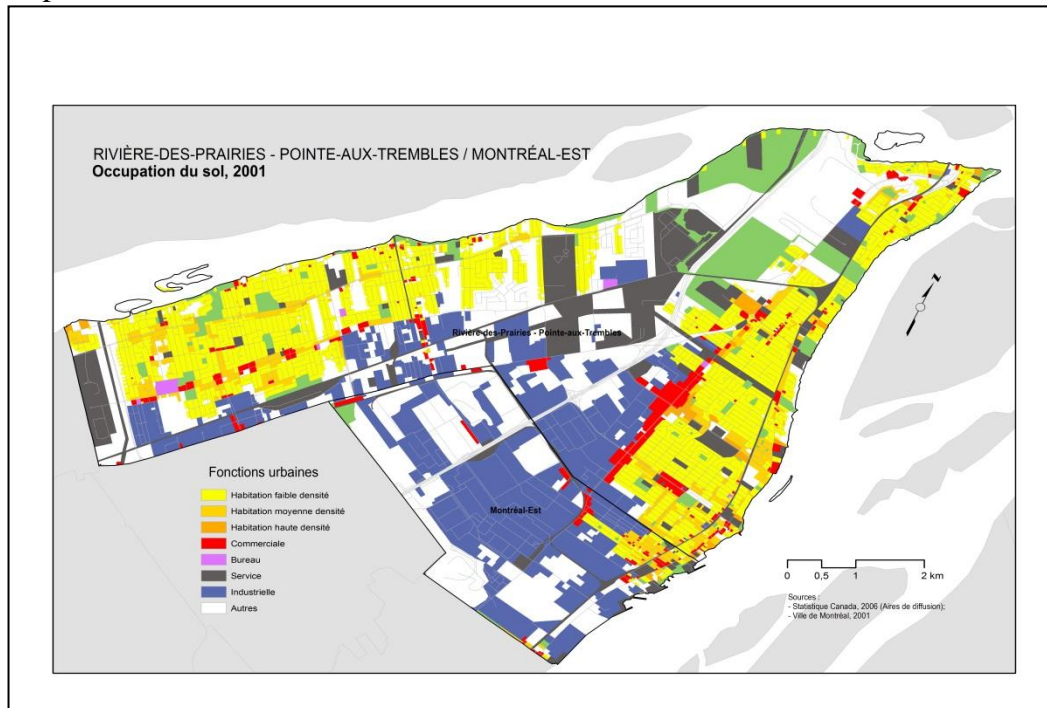
- La lourdeur de la structure de coordination du CDEM, laquelle décourage certains acteurs; cette lourdeur serait liée à l'absence de projets structurants pour le milieu.
- L'absence de lignes directrices pour les projets de développement économique sur le territoire causé par les changements politiques et les conflits entre les instances locales, régionales et provinciales.
- La faible implication du milieu communautaire dans le processus de gouvernance des projets de relance.
- L'insuffisance de programmes gouvernementaux appropriés pour couvrir tous les besoins liés à la relance.

### *L'aménagement du territoire*

Le territoire de l'Est de Montréal présente certaines caractéristiques spécifiques. Plusieurs forces favorisent l'établissement d'un nouveau secteur productif. Un fort potentiel de développement résidentiel est susceptible d'être mis en relation avec un développement industriel. Les projets d'aménagement de type TOD autour des deux gares du train de l'est en cours, reliant Mascouche au centre-ville, permettront d'améliorer la densité et l'offre résidentielles sur le territoire. La proximité des grands axes routiers permet un accès direct pour le transport des marchandises par camionnage. De plus, plusieurs terrains municipaux zonés industriels sont disponibles pour accueillir de grandes industries.

Il faut noter cependant la présence d'obstacles importants liés à la décontamination des sols. Mais cette décontamination peut être considérée comme une opportunité, car la décontamination pourrait s'inscrire dans le développement d'une expertise technologique de haut niveau axé sur la décontamination. Ceci est d'autant plus envisageable qu'il y a un fort potentiel de mise en valeur des terrains contaminés. Ces terrains peuvent devenir la source d'actifs qui pourraient permettre d'établir sur le territoire un pôle d'expertises en décontamination et en élaboration de technologies vertes.

Carte 2 : Carte de l'occupation du sol présentant les zones industrielles et les terrains disponibles

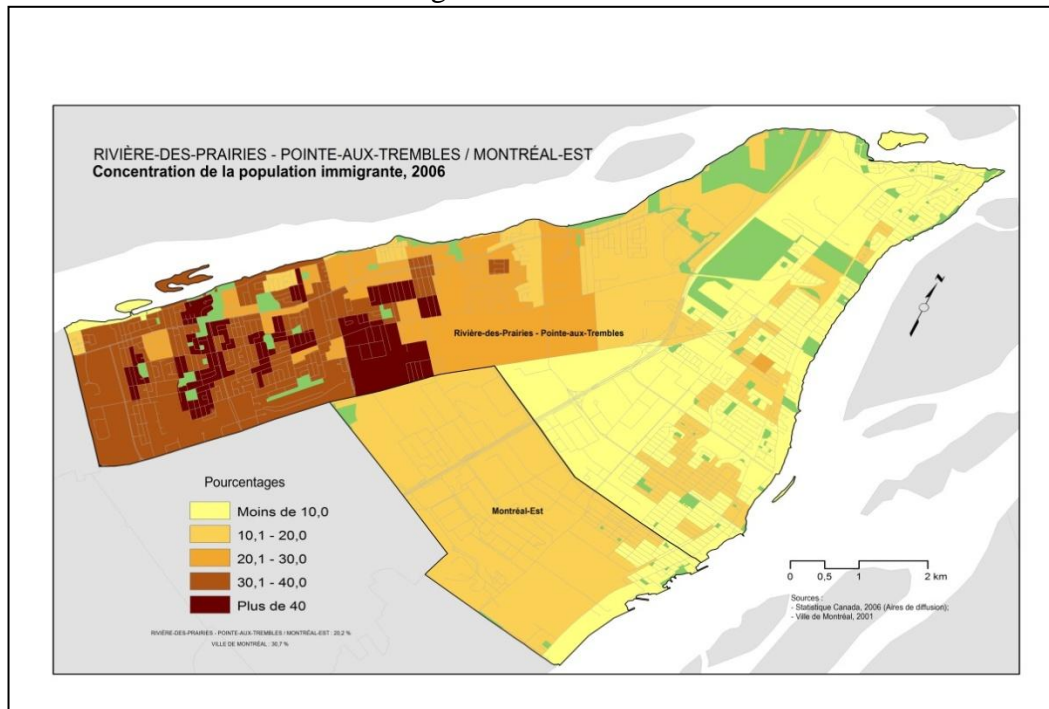


Source : Statistique Canada, 2006, Ville de Montréal, 2001.

Une partie du territoire est caractérisée par l'isolement de sa population, en grande partie immigrante. Cette population travaille principalement à l'extérieur de la zone, car il est plus facile de se rendre à Laval ou dans les arrondissements de la Rive-Nord pour y trouver de l'emploi que de se déplacer à Pointe-aux-Trembles à cause des difficultés liées au manque de liaison entre le Nord et le Sud. Cette population est enclavée sur le territoire, car il manque d'axes routiers permettant la liaison entre le Nord et le Sud du territoire. Le boulevard Saint-Jean-Baptiste est en effet le seul axe routier reliant le Nord et le Sud de l'arrondissement. L'amélioration des infrastructures de transport en commun permettrait de désenclaver tant le territoire que sa population.



Carte 3 : Concentration des immigrants dans la zone de l'Est de Montréal

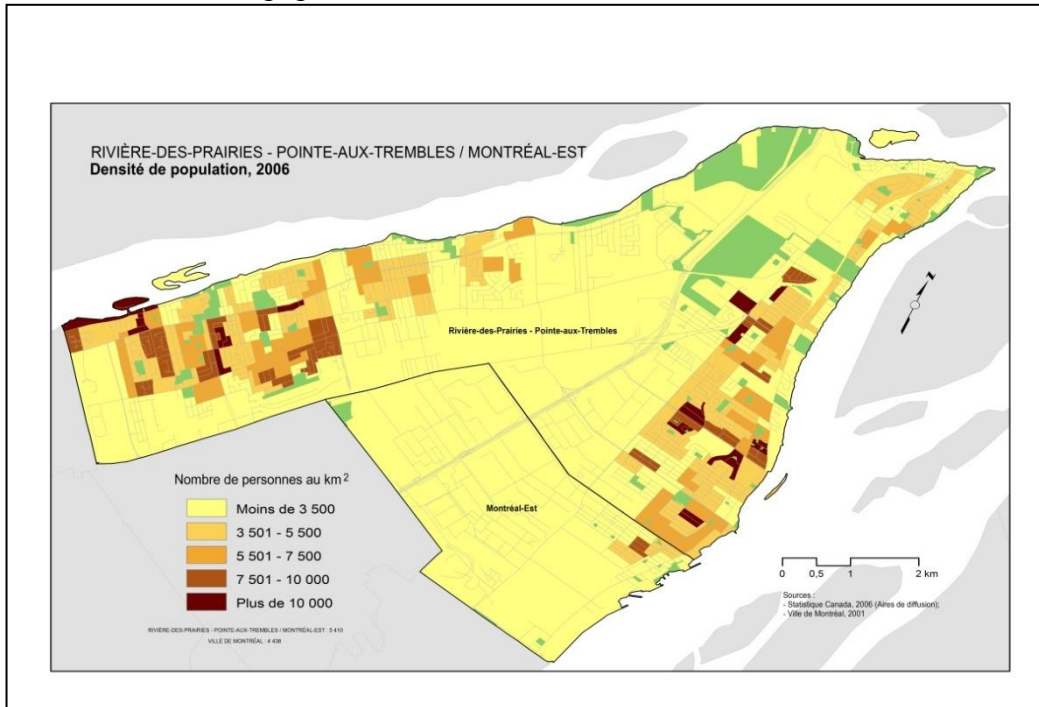


Source : Statistique Canada, 2006, Ville de Montréal, 2001.

### *La démographie*

La démographie du territoire présente une force importante. En effet, la faible densité de population du territoire offre un grand potentiel de développement résidentiel. L'établissement d'un nouveau pôle industriel pourrait attirer de nouveaux résidents sur le territoire.

Carte 4 : Densité de population dans l'Est de Montréal



Source : Statistique Canada, 2006, Ville de Montréal, 2001.

En revanche, le vieillissement de la population de Montréal-Est et de Pointe-aux-Trembles pourrait être considéré comme un obstacle au développement d'un nouveau pôle industriel. Un rajeunissement de la population est observé à Rivière-des-Prairies, ce qui constitue un bassin de main-d'œuvre potentiel pour une relance. Mais ce bassin de main-d'œuvre reste inaccessible dû à la fracture territoriale entre les deux secteurs de cet arrondissement.

On remarque aussi une tendance à l'exode des jeunes à Montréal-Est et à Pointe-aux-Trembles. Cet exode est dû au manque de transport en commun permettant aux jeunes d'étudier et de travailler au centre-ville. De surcroît, l'achat d'une propriété pour une jeune famille est beaucoup plus onéreux sur cette partie de l'île que dans les villes de Repentigny ou l'Assomption qui sont situées à seulement quelques kilomètres de là.

C'est pourquoi il serait important de développer de nouveaux projets résidentiels pour attirer de jeunes travailleurs ou des familles afin de pallier au vieillissement et à l'exode des jeunes. Des mesures incitatives pourraient aussi contrer l'exode des jeunes que vit le territoire.

### *Les ressources*

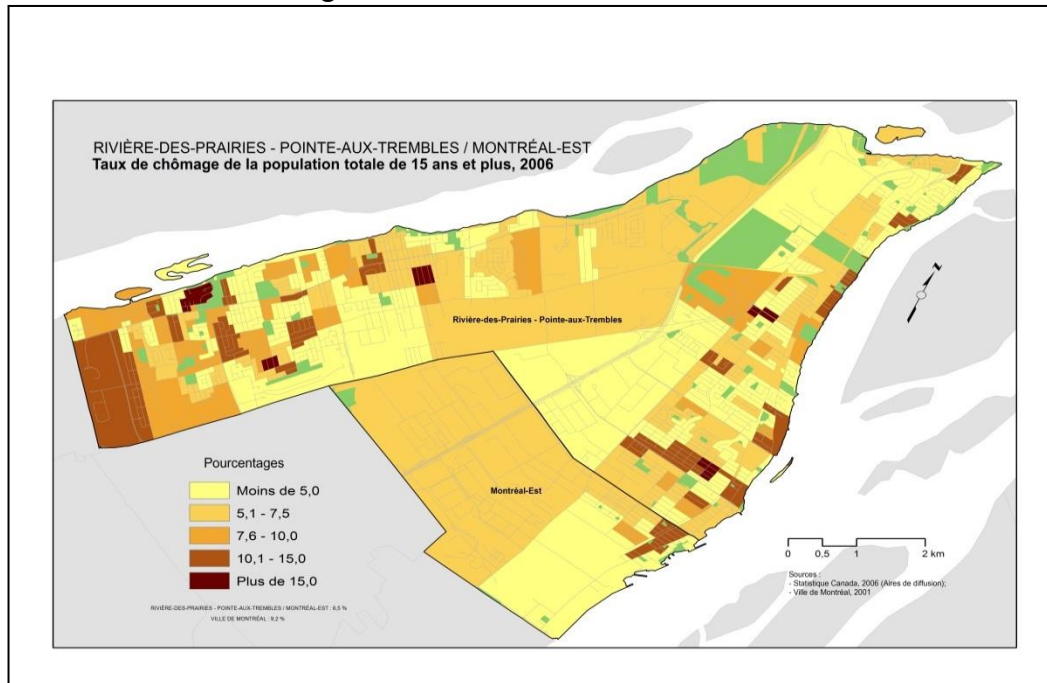
Plusieurs ressources qui permettraient de soutenir la production industrielle verte sont disponibles sur le territoire. L'arrondissement de Rivière-des-Prairies et Pointe-aux-Trembles a accès à des ressources susceptibles d'être utilisées par de grands projets de chimie verte (Boues de l'usine d'épuration). La ville de Montréal-Est a, pour sa part, d'importantes ressources

permettant de développer une synergie industrielle propice à l'établissement d'un pôle de chimie verte.

Par ailleurs, sur le plan de la main d'œuvre, le bassin de population du secteur de Rivière-des-Prairies représente une grande fenêtre d'opportunités. Au sein de cette population à forte majorité immigrante, une partie est de souche haïtienne. Cette partie de la population est sous-qualifiée et évoque un défi sur le plan de la formation. L'autre partie de la population, de souche magrébine, est fortement qualifiée et représente un atout pour une relance économique du territoire.

L'isolement de la population et le haut taux de chômage à Rivière-des-Prairies peuvent aussi nuire à la productivité du territoire. Encore une fois, un nouveau projet industriel pourrait favoriser la venue de programmes de subventions pour stimuler l'emploi.

Carte 5 : Taux de chômage dans l'est de Montréal



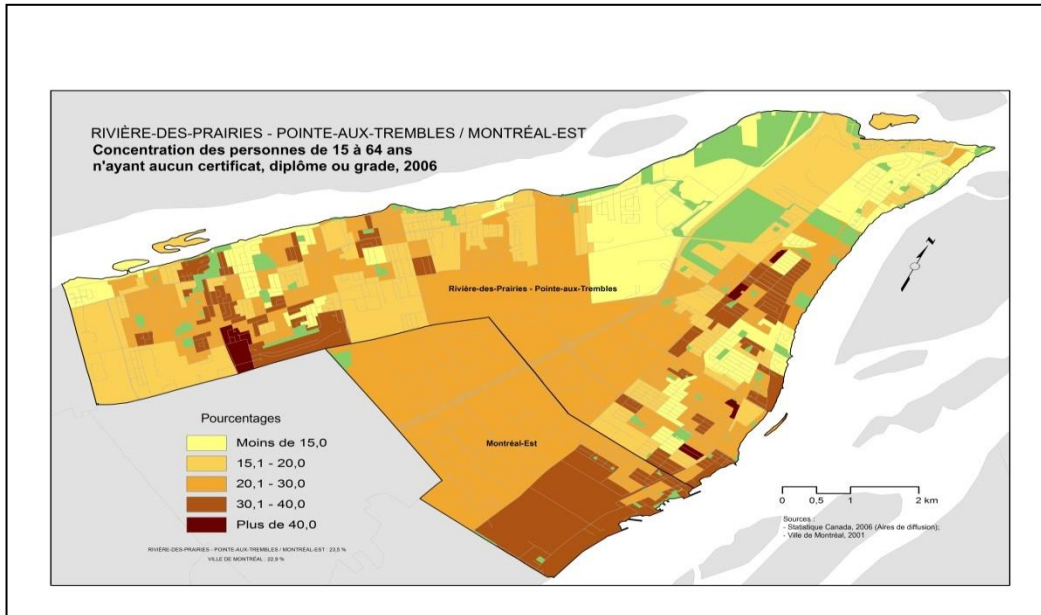
Source : Statistique Canada, 2006, Ville de Montréal, 2001.

### *Expertise en présence*

L'Institut des Procédés Industriels et le Cégep de Maisonneuve situés dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve offrent d'importantes occasions de formation qui aideraient à combler les besoins d'établissements industriels axés sur les nouvelles technologies industrielles. De pair avec les centres de formation, la présence d'institutions de recherche sur le territoire dans le domaine industriel en lien avec la chimie verte représente une grande force. Par exemple, le Centre d'Étude des Procédés Chimiques du Québec (CEPROCQ) propose une expertise reconnue et importante en développement de produits et de procédés de production.

Par contre, le haut taux de décrochage et le faible niveau de scolarité peuvent être des obstacles importants quant à l'accès à une main-d'œuvre spécialisée à proximité. Ce facteur montre une déconnexion entre les capacités de la population en matière de scolarité et les besoins d'une revitalisation innovante.

Carte 6 : Distribution des résidents avec une faible scolarité dans l'Est de Montréal



Source : Statistique Canada, 2006, Ville de Montréal, 2001.

Tableau Synthèse : Forces et obstacles en présence sur le territoire de la Pointe de l'île de Montréal dans la perspective d'une relance économique à travers un pôle industriel de développement des biocarburants et de la chimie verte

Dimensions majeures	Forces	Obstacles
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Instances municipales engagées dans la revitalisation</li> <li>○ Vaste convergence politique motivée par la prise de conscience des problèmes auxquels se confronte le territoire</li> <li>○ Existence d'une organisation capable de coordonner les acteurs de tous les milieux (CDEM)</li> <li>○ Existence d'une CDEC possédant une forte capacité de mobilisation des acteurs et donnant accès aux programmes de financements (SODEC)</li> <li>○ Existence d'une organisation réunissant les acteurs industriels prêts à aider à la revitalisation et peuvent offrir une fenêtre d'opportunité pour la synergie industrielle (AIEM)</li> <li>○ Présence d'un organisme syndical engagé dans le processus de relance (UNIFOR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Absence de projets de relance structurants</li> <li>○ La lourdeur de la structure de coordination du CDEM</li> <li>○ Insuffisance de programmes appropriés pour couvrir tous les besoins liés à la relance</li> <li>○ Manque d'implication milieu communautaire dans le processus de gouvernance des projets de relance</li> <li>○ Absence de lignes directrices pour les projets de développement économique causées par les changements politiques et les conflits entre les instances locales, régionales et provinciales.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Proximité des infrastructures routières</li> <li>○ Projets TOD en cours</li> <li>○ Disponibilité de terrains municipaux pour le développement de projets industriels</li> <li>○ Potentiel de densification</li> <li>○ Potentiel d'accroissement de l'accessibilité accrue entre les milieux de résidentiels et les milieux de travail</li> <li>○ Opportunité de développement et d'innovation dans la valorisation des sols contaminés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Contamination des sols anciennement industrialisés</li> <li>○ Manque de communication de la population de l'ensemble de la zone causé par une insuffisance de liens Nord-Sud</li> <li>○ Inaccessibilité des terrains industriels par manque de services</li> <li>○ Isolement de la population de Rivière-des-Prairies (en grande partie immigrante)</li> <li>○ Enclavement de la population</li> <li>○ Manque de lien entre les résidents de Rivière-des-Prairies et de Pointe-aux-Trembles, ce qui fait obstacle à une action citoyenne commune</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Potentiel de densification du tissu résidentiel lié à la faible densité</li> <li>○ Rajeunissement de la population à Rivière-des-Prairies</li> <li>○ Présence d'une population immigrante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Vieillesse de la population et exode des jeunes à Pointe-aux-Trembles et Montréal-Est</li> </ul>

	fortement qualifiée	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Accès à des ressources susceptibles d'être utilisées par de grands projets de chimie verte (Boues de l'usine d'épuration)</li> <li>○ Existence de ressources importantes permettant de développer une synergie industrielle propice à un pôle de chimie verte</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Absence d'un commissaire industriel</li> <li>○ Isolement de sa population</li> <li>○ Faible insertion professionnelle de la population immigrante</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Présence d'institutions de recherche dans le domaine industriel en liens avec la chimie verte (Cegep Maisonneuve et CEPROCQ)</li> <li>○ Accès aux programmes de financements en innovation technologique (ex. aide à la recherche industrielle)</li> <li>○ Présence d'une expertise reconnue et importante en développement de produits ou de procédés de production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Taux de décrochage scolaire élevé</li> <li>○ Faiblesse du taux de scolarité</li> <li>○ Déconnexion entre les capacités de scolarité et les besoins d'une revitalisation innovante</li> </ul>

## **Conclusion**

Les multiples fermetures de raffineries de la pointe de l'île ont affecté l'économie du territoire et ont marqué le début d'une crise sectorielle pour la pétrochimie montréalaise. La fermeture de la raffinerie Shell en 2009 a été déterminante pour le territoire. La présentation du territoire a démontré le lien entre le territoire et l'industrie du raffinage du pétrole.

La mobilisation des acteurs locaux a permis d'établir un diagnostic sur les besoins du milieu et de rassembler les donneurs d'ordres pour amorcer un processus de relance. Cette mobilisation a donné naissance au CDEM, une coalition qui, depuis sa création, travaille à la reprise économique du territoire.

La coordination des travaux de relance est un défi majeur pour la poursuite du processus, d'autant plus que les acteurs ne visent pas tous les mêmes projets de relance. Si les acteurs économiques locaux et régionaux accordent une importance capitale au maintien d'une économie liée au secteur industriel lié à l'énergie, la plupart des acteurs politiques espèrent faire place à des industries respectueuses de l'environnement. La proposition d'un pôle industriel spécialisé en chimie verte semble toute désignée pour rallier ces deux approches.

## Bibliographie

- ADEME, *Panorama et potentiel de développement des bioraffineries*, octobre 2010.
- Advanced Ethanol Council, *Cellulosic Biofuels, Industry Progress Report 2012-2013*, 2013.
- ALBOUY, M. (1978). «Modèles d'organisations et formes de pouvoir», *Revue économique*. Persée, Volume 29, n°4, pp. 730-753.
- BOIVERT, M. et HAMEL, P., (1985). *Redéploiement industriel et planification régionale*. Montréal, Faculté de l'aménagement de l'université de Montréal, 300 p.
- BOIVERT, Y., (1996). *Le monde postmoderne : analyse du discours de la postmodernité*. Paris, L'Harmattan. 195 p.
- BOUINOT, J., BERMILS, B. (1995) *La gestion stratégique des villes*, Paris, A. Colin, 190 p.
- CHHOTRAY, V., STOKER, G., (2010). *Governance Theory and practice, a cross-disciplinary approach*, New York, Palgrave Macmillan. 296 p.
- COHEN, D. (2006) *Trois leçon sur la société post-industrielle*, Paris, Édition du seuil, Coll. La république des idées. 90 p.
- COLLIN, I-P., GODBOUT, L. (1985). *Grandeurs et misères des groupes populaires, Autogestions*, nos. 20-21, Privat, Montréal, pp. 53-61.
- COMPAGNON, A., (1990). *Les cinq paradoxes de la modernité*. Paris, Edition du Seuil, 191 p.
- CROZIER, M., FRIEDBERG, E. (1977). *L'acteur et le système*. Paris, Édition du seuil, 500 p.
- DESJARDINS, P.(2012). *Grandeur et déclin de la pétrochimie sur le territoire historique de la Pointe-aux-Trembles et de Montréal-Est*. Montréal, L'atelier d'histoire de la Pointe-aux-Trembles, 51 p.
- DOLFUS, O., (1997). *La mondialisation*. Paris, Presse de Sciences Po, Coll. Bibliothèque du bon citoyen, 180 p.
- DREWE, P., KLEIN, J.-L. et E. HULSBERGEN (2008). *The Challenge of Social Innovation in Urban Revitalization*. AMSTERDAM, TECHNE PRESS, 271 P.
- FONTAN, J.-M., KLEIN, J.-L. (2003). «Reconversion économique et initiative locale, l'effet structurant des actions collectives» In, *Reconversion économique et développement territorial*,



sous la direction de Fontan, J.-M., Klein, J.-L., Lévesque B. (2003), Sainte-Foy, Presse de l'Université du Québec. 340 p.

FONTAN, J.-M., KLEIN, J.-L., LÉVESQUE B. (2004). «La lutte pour l'emploi et la gouvernance économique. Le modèle Montréalais» In, *Démocratie métropolitaine*, sous la direction de Fontan, J.-M., Klein, J.-L., Lévesque B. (2004), Sainte-Foy, Presse de l'Université du Québec, pp. 175-193

FONTAN, J.-M., KLEIN, J.-L., TREMBLAY, D.-G., (1999). «Question métropolitaine et gouvernance locale : enjeux et pistes d'interventions à partir du cas montréalais» In, Fontan, J.-M., Klein, J.-L., Tremblay, D.-G., (1999). *Entre la métropolisation et le village global*, Sainte-Foy, Presse de l'Université du Québec. pp. 9-26

FRIEDMANN, H. (1992) *Empowerment: The politics of alternative and change*. Oxford, Blackwell.

GRAVEL, D. (2010) *Montreal, 100ans d'histoire et de prospérité*, Montréal, Archiv-Histo, 212 p.

GUMUCHIAN, H., MAROIS, C., FÈVRE V., (2000). *Initiation à la recherche en géographie : aménagement, développement territorial, environnement*. Presses de l'Université de Montréal, 425 p.

HAMEL, P., JOUVE, B., (2006). *Un modèle québécois? Gouvernance et participation dans la gestion public*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 142 p.

HART, G. (2001) «Developpement critiques in the 1990s : culs de sacs an promising paths.» In, *Progress in human geography*. 34 (4) 645-58

HERNANDEZ S., TRUDELLE C. ET KOCI S., (2013). « Les grands projets urbains à Montréal : que nous révèle l'activité conflictuelle? », dans Juan-Luis Klein et Matthieu Roy, Pour une nouvelle mondialisation. Le défi d'innover, Québec, pp : 291-308

HÉTU, L., (2009). *Une ville sous tutelle*. Montréal, Liber, 160 p.

JOUVE, B., (2003). *La gouvernance urbaine en questions*, Paris, Édition scientifique et médicales Elsevier SAS, Collection sociologie, économie, politique et territoire, 124 p.

KEEBLE, D. (1999). *Collective learning processes, networking and institutional thickness in the Cambridge region*, Regional Studies, Vol. 33, no 4, pp. 319-332.

- KLEIN, J.-L. (1997) *L'espace local à l'heure de la globalisation : la part de la mobilisation sociale*. Cahiers de géographie du Québec, vol. 41 no 114, pp 367-377.
- KLEIN, J.-L. (2008) *Territoire et régulation*. Cahiers de recherche sociologique (*Sociologie, UQAM*) Num. 45, pp. 41-58.
- KLEIN, J.L. et LASSERRE, F. (dir.) (2011) *Le monde dans tous ses États. Une approche géographique*, (2e édition). Québec, Presses de l'Université du Québec, 635 p.
- LE GALES, P. (1993). *Politiques urbaines et développement local*. L'Harmattan, Paris, 320 p.
- LE GALES, P. (1995). *Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine*. Revue française de science politique, volume 45, n° 1, p. 57-95.
- LE GALES, P.(2012). *Sociologie de l'action publique*. Arman Colin, Paris, 127 p.
- LE GALES, P., (1993). *Politiques urbaines et développement local*. L'Harmattan, Paris, 320 p.
- LE GALES, P., (2004). *Gouverner par les instruments*. Les Presses Sciences Po, 372 p.
- LEFEVRE C. (1998). *Gouvernements métropolitains et gouvernance dans les pays occidentaux*. Politiques et management public, volume 16, n° 2, p. 35-60.
- LOGAN, J.R., Molotch, H.L. (1987) *Urban fortunes, the political economy of place*, Berkeley, University of California press, 383 p.
- MAFFESOLI, M., (2003). *L'instant éternel, le retour tragique dans les sociétés postmodernes*.- Paris : La Table ronde, Coll. La petite vermillon 249 p.
- OSCAR C., BOURQUE G., (2013), *Les technologies propres : un choix stratégique*, Note d'intervention, IRÉC, 2013-03-18 [PDF - 6 pages - 827 Ko]
- PALLOTTINO, M. (2007). «La gouvernance locale, entre théorie et pratique» In, Huffy, M., Dormeier, A., Neuman, P., Plagnat, P, (2007). *Jeux de gouvernance, regards et réflexions sur un concept*, Genève, Édition Karthala. pp. 54-70
- SASSEN, S., (2009). *La globalisation une sociologie*. Paris. Gallimard, 341 p.
- SAVITCH, H.V., (1988). *Post-industrial cities*, Princeton, Princeton University press, 367 p.
- SÉNÉCAL, G. (2011). *L'espace-temps métropolitain, forme et représentation de la région de Montréal*. Montréal, Presse de l'Université Laval, 334 p.

- SHRAGGE, É. (2006). *Action communautaire: dérives et possibles*, Montréal, Écosociété. 242 p.  
Site officiel du Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO),  
[http://www.resomtl.com/377/site\\_des\\_postes.sudouestmontreal](http://www.resomtl.com/377/site_des_postes.sudouestmontreal)
- STOCKER, G. (1988). *The politics of local government*, Basingstoke, UK, Macmillan education LTD, 304p.
- STONE C. N. (1993). *Urban Regimes and the Capacity to Govern. À Political Economy Approach*. Journal of Urban Affairs, volumel5,n°1,p. 1-28.
- STONE, C. N. (2005) Looking Back to LookFoward : Reflection on urban regime analysis. *Ubrban Affairs Review*. 40(3) 309-341
- STONE, C. N.(1989) Regime politics. *Governing Atlanta, 1946-1988*. University Press of Kansas, Lawrence,.
- SWYNGEDOUW E. (1997) *Neither Global Nor Local: 'Glocalisation' and the Politics of Scale*. Edition Spaces of Globalization: Reasserting the Power of the Local. New York/London: Guilford/Longman, pp. 137-166.
- TARDIF, (2007). *Les corporations de développement communautaire au Québec : Processus d'institutionnalisation et trajectoires socioterritoriales spécifiques*, Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 497 p.
- TOURAINÉ, A. (1992). *Critique de la modernité*, Paris, Librairie Arthème Fayard, Coll. Livre de poche, 510 p.